
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 36

Bill No. 36

Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec, la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais

An Act to amend the Québec Urban Community Act, the Montreal Urban Community Act and the Outaouais Regional Community Act

Première lecture

First reading



M. TARDIF

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1 9 7 7

Projet de loi n° 36

Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec, la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 29 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), remplacé par l'article 5 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «Toutefois, s'il s'agit d'un contrat visé par le premier alinéa de l'article 104, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure à \$25,000 ou, le cas échéant, inférieure au montant fixé par le Conseil en vertu du présent alinéa, son adjudication doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.»

2. L'article 104 de ladite loi, remplacé par l'article 18 du chapitre 88 des lois de 1971 et modifié par l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: «Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouverne-

Bill No. 36

An Act to amend the Québec Urban Community Act, the Montreal Urban Community Act and the Outaouais Regional Community Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 29 of the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83), replaced by section 5 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended by adding, at the end of the first paragraph, the following: "However, in the case of a contract contemplated in the first paragraph of section 104, involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than \$25,000 or, as the case may be, less than the amount fixed by the Council under this paragraph, its awarding must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender."

2. Section 104 of the said act, replaced by section 18 of chapter 88 of the statutes of 1971 and amended by section 9 of chapter 71 of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end of the third paragraph the following: "If, however, to comply with the conditions for the making of a gov-

NOTES EXPLICATIVES

Les articles 1, 5, 7 et 11 de ce projet et le paragraphe b de l'article 13 prévoient que dans certains cas où elles sont dispensées des formalités des soumissions publiques, les trois communautés et leur commission de transport sont tenues de procéder à des demandes de soumissions, par voie d'invitation, à au moins deux entrepreneurs ou fournisseurs.

Les articles 2, 3, 4 et 6, qui modifient la Loi de la Communauté urbaine de Québec, visent essentiellement:

1) à prévoir que si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention du gouvernement, il s'avère que la plus basse soumission doit être écartée, le comité exécutif puisse accorder le contrat au plus bas soumissionnaire dont l'offre respecte les conditions exigées pour l'octroi de la subvention;

2) à obliger la Communauté à adopter un plan triennal de ses immobilisations et de celles de la Commission de transport;

3) à exiger l'approbation du ministre des affaires municipales pour tout emprunt devant être décrété par règlement.

Les articles 8, 9, 10 et 12 sont au même effet quant à la Communauté urbaine de Montréal sauf que l'obligation, pour la Communauté, d'adopter un programme d'immobilisations s'étend

EXPLANATORY NOTES

Sections 1, 5, 7 and 11 of this bill and paragraph b of section 13 provide that in certain cases where no public tender formalities are necessary, the three communities and their transit commissions must proceed by way of a call for tenders, by inviting at least two contractors or suppliers to tender.

Sections 2, 3, 4 and 6, amending the Québec Urban Community Act, are mainly intended:

(1) to provide that if, to comply with the conditions for the making of a government grant, the lowest tender must actually be refused, the executive committee may award the contract to the lowest tenderer whose offer fulfils the conditions necessary for the making of the grant;

(2) to compel the Community to adopt a three year programme for its capital expenditures and those of the Transit Commission;

(3) to require the approval of the Minister of Municipal Affairs for every loan to be ordered by by-law.

Sections 8, 9, 10 and 12 have the same effect for the Montreal Urban Community, save the obligation for the Community to adopt a programme of capital expenditures that includes the

mentale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, le comité exécutif peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé. »

3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 200, de l'article suivant:

«**200a.** La Communauté doit, au plus tard le 30 octobre de chaque année, adopter pour les trois exercices financiers subséquents le programme de ses immobilisations et celui des immobilisations de la Commission de transport. Chacun de ces programmes est adopté par règlement dont il fait partie.

Ces programmes doivent être divisés en phases annuelles. Ils doivent détailler, pour la période qui leur est coïncidente, l'objet, le montant et le mode de financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer respectivement chaque organisme et dont la période de financement excède douze mois.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre au cours du mois de novembre suivant son adoption. Sur preuve suffisante que la Communauté a été dans l'impossibilité en fait d'adopter l'un ou l'autre de ces programmes ou d'en faire la transmission dans le délai requis, le ministre peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe.

Le ministre peut décréter que la transmission de ces programmes se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la Communauté ou la Com-

ernment grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the executive committee may, without the authorization of the Minister, award the contract to the person whose tender is the lowest among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay."

3. The said act is amended by inserting after section 200 the following section:

“**200a.** The Community shall, not later than 30 October each year, adopt for the next three fiscal years the programme of its capital expenditures and the programme of the capital expenditures of the Transit Commission. Each such programme shall be adopted by the by-law of which it is a part.

These programmes shall be divided into annual phases. They shall describe, in respect of the period coincident therewith, the object, the amount and the mode of financing of the capital expenditures that each body plans to incur for which the financing period exceeds twelve months.

Every by-law adopted under this section must be transmitted to the Minister during the month of November following its adoption. Upon sufficient proof that the Community has been actually unable to adopt either of these programmes or to transmit it within the prescribed delay, the Minister may grant the Community any additional delay he may fix.

The Minister may order that these programmes be transmitted by means of the form furnished by him for that purpose. He may also require, through such form or in any other manner, that the Community or the Transit Commis-

aux immobilisations du Conseil de sécurité.

Les articles 13 à 16 apportent à la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais des modifications identiques à celles qui sont apportées à la Loi de la Communauté urbaine de Québec.

capital expenditures of the Security Council.

Sections 13 to 16 make amendments to the Outaouais Regional Community Act identical to those made to the Québec Urban Community Act.

mission de transport lui fournisse quelque information relative à ces programmes, même si telle information n'est pas prévue au présent article.

Le règlement visé au premier alinéa ne requiert, pour entrer en vigueur, que l'approbation du gouvernement.

Nul emprunt ou engagement de crédit ayant pour objet le financement de dépenses en immobilisations ne peut valablement être décrété si cet emprunt ou cet engagement de crédit n'est pas conforme au programme des immobilisations en vigueur. Toutefois, l'emprunt ou l'engagement de crédit recouvert des approbations requises par la loi est réputé avoir été décrété en conformité avec ce programme.

Dans la mesure où elles sont compatibles avec le présent article, les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de la Communauté et de celui de la Commission de transport s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, à la procédure préalable à l'adoption du programme de leurs immobilisations respectives.»

4. L'article 201 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Tout emprunt qui, selon la loi, doit être décrété par règlement, requiert aussi l'autorisation du ministre.»

5. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 227, de l'article suivant:

«**227a.** L'adjudication d'un contrat visé par le premier alinéa de l'article 104, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure à \$25,000, doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au

sion provide him with any information relating to such programmes even in the case where such information is not provided for in this section.

To come into force, the by-law contemplated in the first paragraph requires only the approval of the Government.

No loan or pledge of credit intended to finance capital expenditures may be validly ordered if the loan or pledge of credit does not comply with the programme of capital expenditures in force. However, the loan or pledge of credit indorsed with the approvals required by the law is deemed to have been ordered in conformity with that programme.

To the extent that they are consistent with this section, the provisions applicable to the procedure prior to the adoption of the budget of the Community and to that of the Transit Commission also apply, *mutatis mutandis*, to the procedure prior to the adoption of the programmes of their respective capital expenditures."

4. Section 201 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

"Every loan that, under the law, must be ordered by by-law, also requires the authorization of the Minister."

5. The said act is amended by inserting after section 227 the following:

«**227a.** The awarding of a contract as contemplated in the first paragraph of section 104, involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than \$25,000, must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contrac-

moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.»

6. L'article 249 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 65 des lois de 1970, l'article 129 du chapitre 55 des lois de 1972 et par l'article 20 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «L'autorisation du ministre est aussi requise dans les cas prévus à l'article 201.»

7. L'article 32 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), remplacé par l'article 3 du chapitre 90 des lois de 1971, est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: «Toutefois, s'il s'agit d'un contrat visé par le premier alinéa de l'article 111, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure au montant fixé par le Conseil en vertu du présent article, son adjudication doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.»

8. L'article 111 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1971, par l'article 2 du chapitre 91 des lois de 1971 et par l'article 9 du chapitre 82 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: «Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouvernementale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, le comité exécutif peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé.»

tors or, as the case may be, two suppliers to tender.”

6. Section 249 of the said act, amended by section 6 of chapter 65 of the statutes of 1970, by section 129 of chapter 55 of the statutes of 1972 and by section 20 of chapter 71 of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end of the first paragraph the following: “The authorization of the Minister is also required in the cases contemplated in section 201.”

7. Section 32 of the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 84), replaced by section 3 of chapter 90 of the statutes of 1971, is amended by adding at the end the following: “However, in the case of a contract contemplated in the first paragraph of section 111, involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than the amount fixed by the Council under this section, its awarding must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender.”

8. Section 111 of the said act, amended by section 7 of chapter 90 of the statutes of 1971, by section 2 of chapter 91 of the statutes of 1971 and by section 9 of chapter 82 of the statutes of 1974, is again amended by adding at the end of the third paragraph the following: “If, however, to comply with the conditions for the making of a government grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the executive committee may, without the authorization of the Minister, award the contract to the person whose tender is the lowest among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay.”

9. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 258, de l'article suivant:

«**258a.** La Communauté doit, au plus tard le 30 octobre de chaque année, adopter pour les trois exercices financiers subséquents le programme de ses immobilisations y inclus celui du Conseil de sécurité, et celui des immobilisations de la Commission de transport. Chacun de ces programmes est adopté par règlement dont il fait partie.

Ces programmes doivent être divisés en phases annuelles. Ils doivent détailler, pour la période qui leur est coïncidente, l'objet, le montant et le mode de financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer respectivement la Communauté et la Commission de transport et dont la période de financement excède douze mois.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre au cours du mois de novembre suivant son adoption. Sur preuve suffisante que la Communauté a été dans l'impossibilité en fait d'adopter l'un ou l'autre de ces programmes ou d'en faire la transmission dans le délai requis, le ministre peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe.

Le ministre peut décréter que la transmission de ces programmes se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la Communauté ou la Commission de transport lui fournisse quelque information relative à ces programmes, même si telle information n'est pas prévue au présent article.

Le règlement visé au premier alinéa ne requiert, pour entrer en vigueur, que l'approbation du gouvernement.

Nul emprunt ou engagement de crédit ayant pour objet le financement de

9. The said act is amended by inserting after section 258 the following section:

“**258a.** The Community shall, not later than 30 October each year, adopt for the next three fiscal years the programme of its capital expenditures including that of the Security Council, and the programme of the capital expenditures of the Transit Commission. Each such programme shall be adopted by the by-law of which it is a part.

These programmes shall be divided into annual phases. They shall describe, in respect of the period coincident therewith, the object, the amount and the mode of financing of the capital expenditures that the Community and the Transit Commission plan to incur respectively for which the financing period exceeds twelve months.

Every by-law adopted under this section must be transmitted to the Minister during the month of November following its adoption. Upon sufficient proof that the Community has been actually unable to adopt either of these programmes or to transmit it within the prescribed delay, the Minister may grant the Community any additional delay he may fix.

The Minister may order that these programmes be transmitted by means of the form furnished by him for that purpose. He may also require, through such form or in any other manner, that the Community or the Transit Commission provide him with any information relating to such programmes even in the case where such information is not provided for in this section.

To come into force, the by-law contemplated in the first paragraph requires only the approval of the Government.

No loan or pledge of credit intended to finance capital expenditures may be

dépenses en immobilisations ne peut valablement être décrété si cet emprunt ou cet engagement de crédit n'est pas conforme au programme des immobilisations en vigueur. Toutefois, l'emprunt ou l'engagement de crédit recouvert des approbations requises par la loi est réputé avoir été décrété en conformité avec ce programme.

Dans la mesure où elles sont compatibles avec le présent article, les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de la Communauté et de la Commission de transport s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, à la procédure préalable à l'adoption du programme de leurs immobilisations respectives. »

10. L'article 259 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Tout emprunt qui, selon la loi, doit être décrété par règlement, requiert aussi l'autorisation du ministre. »

11. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 286*a*, de l'article suivant:

« **286*b*.** L'adjudication de tout contrat comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure au montant fixé par le Conseil de la Communauté en vertu de l'article 32 doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès de deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs. »

12. L'article 310 de ladite loi, modifié par l'article 33 du chapitre 90 des lois de 1971 et remplacé par l'article 17 du chapitre 73 des lois de 1972, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

validly ordered if the loan or pledge of credit does not comply with the programme of capital expenditures in force. However, the loan or pledge of credit indorsed with the approvals required by the law is deemed to have been ordered in conformity with that programme.

To the extent that they are consistent with this section, the provisions applicable to the procedure prior to the adoption of the budget of the Community and to that of the Transit Commission also apply, *mutatis mutandis*, to the procedure prior to the adoption of the programmes of their respective capital expenditures."

10. Section 259 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

"Every loan that, under the law, must be ordered by by-law, also requires the authorization of the Minister."

11. The said act is amended by inserting after section 286*a* the following:

"**286*b*.** The awarding of any contract involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than the amount fixed by the Council of the Community under section 32 must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender."

12. Section 310 of the said act, amended by section 33 of chapter 90 of the statutes of 1971 and replaced by section 17 of chapter 73 of the statutes of 1972, is amended by adding at the end the following paragraph:

«Tout emprunt qui, selon la loi, doit être décrété par règlement, requiert aussi l'approbation du ministre.».

13. L'article 104 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85), est modifié:

a) par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: «Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouvernementale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, la Communauté peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé.»;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, s'il s'agit d'un contrat visé par le premier alinéa du présent article, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure à \$25,000, son adjudication doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.»

14. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 195, de l'article suivant:

«**195a.** La Communauté doit, au plus tard le 30 octobre de chaque année, adopter pour les trois exercices financiers subséquents le programme de ses immobilisations et celui des immobilisations de la Commission de transport. Chacun de ces programmes est adopté par règlement dont il fait partie.

Ces programmes doivent être divisés en phases annuelles. Ils doivent détailler, pour la période qui leur est coïncidente, l'objet, le coût et le mode de

«Every loan that, under the law, must be ordered by by-law, also requires the approval of the Minister.»

13. Section 104 of the Outaouais Regional Community Act (1969, chapter 85), is amended:

(a) by adding at the end of the third paragraph the following: "If, however, to comply with the conditions for the making of a government grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the Community may, without the authorization of the Minister, award the contract to the person whose tender is the lowest among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay.";

(b) by adding at the end the following paragraph:

"However, in the case of a contract contemplated in the first paragraph of this section, involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than \$25,000, its awarding must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender."

14. The said act is amended by inserting after section 195 the following section:

«**195a.** The Community shall, not later than 30 October each year, adopt for the next three fiscal years the programme of its capital expenditures and the programme of the capital expenditures of the Transit Commission. Each such programme shall be adopted by the by-law of which it is a part.

These programmes shall be divided into annual phases. They shall describe, in respect of the period coincident therewith, the object, the amount and the

financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer respectivement chaque organisme et dont la période de financement excède douze mois.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre au cours du mois de novembre suivant son adoption. Sur preuve suffisante que la Communauté a été dans l'impossibilité en fait d'adopter l'un ou l'autre de ces programmes ou d'en faire la transmission dans le délai requis, le ministre peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe.

Le ministre peut décréter que la transmission de ces programmes se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la Communauté ou la Commission de transport lui fournisse quelque information relative à ces programmes, même si telle information n'est pas prévue au présent article.

Le règlement visé au premier alinéa ne requiert, pour entrer en vigueur, que l'approbation du gouvernement.

Nul emprunt ou engagement de crédit ayant pour objet le financement de dépenses en immobilisations ne peut valablement être décrété si cet emprunt ou cet engagement de crédit n'est pas conforme au programme des immobilisations en vigueur. Toutefois, l'emprunt ou l'engagement de crédit recouvert des approbations requises par la loi est réputé avoir été décrété en conformité avec ce programme.

Dans la mesure où elles son compatibles avec le présent article, les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de la Communauté et de la Commission de transport, s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, à la procédure préalable à

mode of financing of the capital expenditures that each body plans to incur for which the financing period exceeds twelve months.

Every by-law adopted under this section must be transmitted to the Minister during the month of November following its adoption. Upon sufficient proof that the Community has been actually unable to adopt either of these programmes or to transmit it within the prescribed delay, the Minister may grant the Community any additional delay he may fix.

The Minister may order that these programmes be transmitted by means of the form furnished by him for that purpose. He may also require, through such form or in any other manner, that the Community or the Transit Commission provide him with any information relating to such programmes even in the case where such information is not provided for in this section.

To come into force, the by-law contemplated in the first paragraph requires only the approval of the Government.

No loan or pledge of credit intended to finance capital expenditures may be validly ordered if the loan or pledge of credit does not comply with the programme of capital expenditures in force. However, the loan or pledge of credit indorsed with the approvals required by the law is deemed to have been ordered in conformity with that programme.

To the extent that they are consistent with this section, the provisions applicable to the procedure prior to the adoption of the budget of the Community and to that of the Transit Commission also apply, *mutatis mutandis*, to the procedure prior to the adoption of the

l'adoption du budget de leurs immobilisations respectives.»

15. L'article 196 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Tout emprunt qui, selon la loi, doit être décrété par règlement, requiert aussi l'autorisation du ministre.»

16. L'article 245 de ladite loi, modifié par l'article 141 du chapitre 55 des lois de 1972 est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «L'autorisation du ministre est aussi requise dans les cas prévus à l'article 196.»

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

programmes of their respective capital expenditures.”

15. Section 196 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

“Every loan that, under the law, must be ordered by by-law, also requires the authorization of the Minister.”

16. Section 245 of the said act, amended by section 141 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end of the first paragraph the following: “The authorization of the Minister is also required in the cases contemplated in section 196.”

17. This act shall come into force on the day of its sanction.